



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CALIPSO – commune de CRÉCY-EN-PONTHIEU**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702 et notamment son article 10.7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 49 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 décembre 1987 à la société coopérative agricole de la région de Crécy-en-Ponthieu pour l'exploitation de ses installations situées 14 avenue des Fusillés à Crécy-en-Ponthieu (80150) et notamment son article 10.2 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 13 octobre 2011 à la société CALIPSO pour l'exploitation de ses installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits phytosanitaires situées 14 avenue des Fusillés à Crécy-en-Ponthieu (80150) et notamment son article 7.b) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 29 avril 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 16 juin 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 19 juin 2025, réceptionné le 30 juin 2025, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans le délai de quinze jours ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 29 avril 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'état des stocks est incomplet, erroné et difficilement accessible, et ce contrairement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité prévoyant « *L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.* » ;

- Le panneau extérieur d'identification de la cellule d'engrais ne mentionne pas la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais (catégorie I, II, III ou IV), et ce contrairement aux dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 précité prévoyant « *Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.*

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure. » ;

- Pour la galerie de reprise du silo O, le sens d'ouverture de la porte est vers la galerie et non vers la tour. L'exploitant n'a pas justifié la pression de résistance des portes de découplage du silo O, et ce contrairement aux dispositions de l'article 7.b) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011 précité prévoyant « *L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place:*

Volume A	Volume B	Nature du découplage
[...]	[...]	[...]
Tour du silo O	Galerie supérieure du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar
Tour du silo O	Galerie de reprise du silo O	Porte (sens d'ouverture vers la tour) et paroi avec une pression de résistance de 50 mbar

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée » ;

- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'organisation interne, et ce contrairement à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987 précité prévoyant : « *Un Plan d'Opération Interne sera établi en liaison avec les Services concernés. Ce plan sera tenu constamment à jour; il devra pouvoir être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ce plan définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident pour assurer la protection du personnel, des populations et de l'environnement* ».

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la sécurité ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CALIPSO de respecter les dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, de l'article 7.b) de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société CALIPSO sise au 14 avenue des Fusillés à Crécy-en-Ponthieu (80150) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – ETAT DES MATIÈRES STOCKÉES

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

ARTICLE 3. – STOCKAGE

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé.

ARTICLE 4. – DÉCOUPLAGE

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.b) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011 susvisé.

ARTICLE 5. – PLAN D'OPÉRATION INTERNE

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 1987 susvisé.

ARTICLE 6. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement du logement des Hauts de France et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CALIPSO.

Amiens, le 11 AOÛT 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD